

La Société Radio-Canada n'est pas un jouet. Elle dépensera 150 millions de dollars de l'argent des contribuables canadiens cette année. On rapporte que le secrétaire d'État M¹¹° LaMarch a offert d'assumer la tâche de diriger cette organisation mais, apparemment, son offre n'a pas été acceptée. Les frais d'exploitation cette année ont augmenté de 29 millions de dollars. Pourtant, on m'informe que la Société est de 16 à 20 mois en retard dans sa comptabilité courante et dans ses comptes. On gaspille l'argent de toute part. La Société a envoyé une équipe en Uruguay pour assister à la conférence de l'Organisation des États américains, et cela a coûté \$20,000. Elle a créé un service de diffusion pour les Antilles et a envoyé de Toronto un homme à \$29,000 par année pour le diriger. Des dépenses de cette sorte ne peuvent pas continuer.

Radio-Canada a été établie par le très honorable R. B. Bennett et son gouvernement à titre d'institution chargée de répandre la culture canadienne parmi les Canadiens. C'est devenu un organisme qui fait concurrence à l'entreprise privée pour obtenir de la publicité. L'anarchie règne à Radio-Canada. Mais que fera le gouvernement?

Le directeur des nouvelles et des affaires publiques de Radio-Canada n'a été confirmé dans son poste que très récemment. Le service des nouvelles se désagrège et il suffit d'écouter les nouvelles pour comprendre à quel point la qualité des émissions a baissé depuis à peine un an. Et pourtant, le service des nouvelles dépense 4 millions de dollars par année.

• (4.10 p.m.)

Les Canadiens ont assurément le droit d'attendre que la Société Radio-Canada les rende fiers de leur patrie, leur fasse connaître quelque chose de nos diverses cultures. On me dit que l'émission télévisée des nouvelles nationales était une demi-heure en retard le jour de l'ouverture de l'Expo. J'ignore si c'était le résultat d'un désaccord entre Toronto et Montréal. Mais la Société Radio-Canada est aujourd'hui sans direction ni gouvernail. J'ai posé la question hier et on n'a pas encore répondu: un accord a-t-il été conclu avec un gouvernement étranger, et en particulier avec l'Union soviétique, dans quelles circonstances et en quoi il consiste? En 1967, l'année du centenaire, il faut faire comprendre à la Société Radio-Canada que son but est de jouer un rôle utile au Canada, d'y créer le sentiment que, tous, nous sommes des Canadiens. La Société Radio-Canada répand la culture canadienne que de façon minimale.

J'aborde ensuite le problème de la télévision éducative. Le gouvernement a décidé de l'introduire par la porte de service, au chapitre des crédits. Nous nous y sommes opposés.

J'estime que cela devrait relever de Radio-Canada et non pas devenir le benjamin de cette famille très nombreuse et toujours grandissante de la bureaucratie. En vérité, monsieur l'Orateur, au cours des trois dernières années, le gouvernement est devenu la plus grande entreprise du Canada.

Vient ensuite un problème dont le premier ministre ne nous dira rien aujourd'hui. C'est la réduction des impôts. J'espère néanmoins qu'on prendra des mesures pour réduire les impôts et supprimer les dépenses inutiles dont je pourrais donner les détails quand on voudra. La mise en œuvre du rapport Glassco tarde beaucoup. Ce sont là les problèmes qui devraient nous préoccuper cette année. Nous devrions procéder à un nouvel examen de notre politique et de nos dispositions financières sans oublier le principe selon lequel les intérêts de la Confédération exigent des responsables de la perception et qu'ils soient également chargés des dépenses—lorsque c'est possible.

Il faudrait établir immédiatement un institut scientifique national qui permettrait au Canada d'exercer son prestige dans le domaine de la science, de mobiliser l'effort scientifique en faveur de l'industrie, des universités et du gouvernement, et de coordonner davantage le progrès scientifique au Canada. Aujourd'hui, il y a un doublement de l'activité au sein du gouvernement et de l'industrie. A notre époque, il faut avancer dans les voies de la technologie non pas en remplaçant ou en supplantant le Conseil national de recherches, mais en établissant un institut de coordination et d'appréciation ne se livrant pas effectivement à l'expérimentation.

Quelle est la situation agricole à l'heure actuelle? Parcourez le Canada et parlez aux agriculteurs. Malgré l'éloquence du député de Nicolet-Yamaska (M. Côté), les cultivateurs canadiens sont en état de rébellion. Au cours de cette session, il faudra qu'une mesure législative traite loyalement l'agriculture. (Applaudissements)

Que dire des relations entre la main-d'œuvre et le patronat dans l'industrie? Le ministre du Travail (M. Nicholson) répète constamment que tout est suranné et qu'il faut agir. Il n'est nullement question dans le discours du trône de solution à ce problème prépondérant aux États-Unis et au Royaume-Uni et dont la solution ne peut être différée indéfiniment. On a parlé de la pollution. A maintes reprises, divers députés ont souligné la nécessité d'une croisade nationale contre la pollution, en collaboration avec les provinces. Il est vrai qu'on en parle dans le discours du trône, mais il y aurait lieu de formuler une politique efficace. Cette question pourrait être déferée à un comité de la Chambre qui étudierait de façon détaillée au cours de la pré-